

FEMMES PLURIELLES

n°61
Trimestriel
Mars 2018



Publication des
Femmes Prévoyantes
Socialistes



DOSSIER ENVIRONNEMENT



Nous sommes quelques-unes,
et de plus en plus nombreuses,
à contribuer à la réalisation de
ce magazine. Y sont répertoriés :
nos questionnements, nos positions
féministes, nos coups de poing,
nos envies de changement, nos luttes,
nos chutes et nos victoires.

LE FEMMES PLURIELLES

Vous souhaitez le recevoir
gratuitement chez vous ?



Rien n'est plus simple ! Faites-en la demande : par mail : femmes.plurielles@solidaris.be ou par tel : 02 / 515.04.01

Des remarques ?

Des suggestions ?

Des coups de gueule ou

Des mots d'amour ?

Écrivez-nous sur :

femmes.plurielles@solidaris.be

ou envoyez-nous tout ça

à l'adresse suivante :

Femmes Prévoyantes Socialistes

(Femmes Plurielles),

1-2 place Saint Jean

1000 Bruxelles

♦ ♦ ♦ EDITO

Pour ce premier numéro de 2018, nous avons décidé de vous parler d'environnement. Convaincues qu'il est temps de rompre avec les modes de production et de consommation actuels, ultralibéraux et productivistes qu'impose le capitalisme, il nous semble impératif de penser un type de développement qui soit capable, parce qu'il combat les diverses formes de domination, d'une part de répondre aux aspirations d'une planète propre et vivable et d'autre part à celles d'un monde solidaire garantissant à chaque être humain l'accès aux droits sociaux ainsi qu'aux ressources naturelles. L'écologie telle que nous la considérons, doit en effet reposer sur la satisfaction des besoins sociaux, les droits des citoyens, l'épanouissement des individus et la sauvegarde de notre environnement. Si ce combat est

fondamental au respect de l'équilibre climatique de la planète, il l'est aussi à la survie de l'espèce humaine. Nous pensons que c'est sur ce concept d'écologie que doivent s'ancrer les défis du développement solidaire et durable, et surtout d'émancipation et de libération de toutes les formes de domination, d'exploitation et d'aliénation qui caractérisent nos rapports à la nature ainsi que nos rapports sociaux et humains. Le sujet est vaste et notre dossier spécial ne pourra pas brasser toutes les thématiques qui en découlent. Cependant, nous y apporterons la vision progressiste et féministe qui nous caractérise. Bonne lecture !

Rosine Herlemont,

Pour le secrétariat général des Femmes Prévoyantes Socialistes

♦ ♦ ♦ SOMMAIRE

4 > 28

Dossier : Environnement

29

Lorsque précarité rime avec partage

30

Faut-il un stigmatisme pour être reconnu

31

L'agenda près de chez vous

Coordination générale : Marie-Anaïs Simon
Équipe de rédaction : Stéphanie Jassogne & Marie-Anaïs Simon

Administration : Isabelle Colback
Concept et mise en page : Mathieu Van Assche (www.dirk.studio)
Illustration de couverture: Zoé Borbé

Editrice responsable : Carmen Castellano, FPS Secrétaire Générale, 1/2 Place Saint-Jean, 1000 Bruxelles

DOSSIER

Environnement



© Zoé Borbé

Déconstruisons quelques idées reçues

Romane Schyns, rédaction Femmes Plurielles et Noémie Van Erps,
coordinatrice du secteur socio-culturel

L'écologie, comme bon nombre de concepts, n'échappe pas aux idées reçues. Nous avons repris 7 croyances communément partagées en tentant de les déconstruire. Et, au travers de ce dossier, nous ouvrons l'horizon vers d'autres modes d'actions.

Le changement climatique n'est pas réel.

Donald Trump remue ciel et terre pour nous le faire croire, mais il n'y a rien de plus faux. Ce n'est pas parce qu'il fait froid que le réchauffement climatique est une légende, tout comme ce n'est pas parce qu'on peut voir à l'horizon que la terre est plate. De nombreuses études scientifiques prouvent aujourd'hui l'existence et les dangers du réchauffement climatique¹. Si les saisons sont instables et que des phénomènes climatiques extrêmes ont lieu (tempêtes, sécheresses, inondations ...), c'est bien à cause de lui (à cause du réchauffement climatique, pas de Trump... quoique !).

On ne peut rien y faire !

Fatalistes, certain-e-s vous diront que le changement climatique et ses conséquences sont inévitables. Les phénomènes naturels mortels s'enchaînent : inondations, tempêtes, tremblements de terre, tsunamis... et les maladies en lien avec

notre environnement sont en augmentation. On ne peut rien y faire. Vraiment ? Même si ce sont les gouvernements et les industries qui ont le plus grand rôle à jouer, les citoyen-ne-s peuvent être force de changement. Notamment en faisant pression sur les gouvernements, ou en boycottant certaines marques. Et si le contexte est actuellement au pessimisme écologique, certaines études montrent, quant à elles, que des améliorations sont possibles. Les efforts de ces dernières années réalisés à travers le monde ont permis de constater que le trou de la couche d'ozone a rétréci et a atteint sa plus petite taille depuis 1988² ! C'est pourquoi, nous devons plus que jamais renforcer et soutenir les initiatives individuelles et collectives qui contribuent à une amélioration des conditions de vie tout en préservant l'environnement.

Manger bio, c'est pour les hippies.

Manger bio n'est pas l'apanage d'un profil type de personne. Même si les familles à faibles revenus avec enfants allouent une plus faible part de leur budget alimentaire au bio, un rapport observe cependant "un

doublément de leur part de marché depuis 2008³". Les produits les plus consommés sont les fruits et légumes. En parallèle, on observe une augmentation de l'offre de produits bio. Les agriculteurs/trices et éleveurs/euses sont de plus en plus nombreux/euses à opter pour ce type de production. Ce qui a pour effet de favoriser l'accessibilité à ce type d'alimentation.

Être écolo⁴, ça coute trop cher.

Nous avons toutes et tous en tête l'image du/de la « bobo bio » par excellence qui se rend au travail à vélo, cultive ses propres légumes dans son potager, fabrique ses produits d'entretien, fait ses courses dans le supermarché bio du coin et part en vacances dans une yourte. Une représentation relativement réduite et élitiste trop souvent relayée et partagée. S'il est vrai que certains produits écologiques coutent plus chers que d'autres, l'évolution du secteur rend ceux-ci de plus en plus accessibles financièrement et géographiquement. Les initiatives sont également de plus en plus nombreuses à se



développer afin de favoriser l'accessibilité à l'alimentation biologique à toutes et tous : paniers de légumes à tarifs adaptés, ateliers cuisine, ateliers de fabrication maison des produits d'entretien, épicerie solidaires approvisionnées par des producteurs bio et locaux, distribution au cœur des quartiers ou dans des zones rurales isolées... La pratique écologique passe aussi par des gestes du quotidien et des habitudes de consommation (eau, électricité...). Nous ne sommes toutefois pas toutes et tous égaux/ales en matière de consommation, pas question, donc de tomber dans la culpabilisation des consommateurs/trices même si la sensibilisation reste importante !

Les vaches aussi polluent, mais personne ne leur dit rien.

Effectivement, les gaz émis par les vaches contiennent une grande quantité de méthane, néfaste pour l'environnement. Malheureusement, il est relativement difficile de demander à une vache de cesser de ruminer. Par contre, assez logiquement, diminuer sa consommation de viande et de produits laitiers permet de diminuer la quantité de vaches polluantes sur la planète. C'est notre manière de consommer, et l'élevage intensif, le problème, pas les vaches.

« L'écolo bio » est d'office végétarien.

Il est vrai que la culture animale consomme énormément de ressources, et qu'il est bon, pour la planète, de manger un maximum d'aliments issus de l'agriculture végétale, plutôt que des steaks 3 fois par semaine. Cependant, même si une alimentation végétarienne peut sembler préférable, nous pouvons tout à fait participer à une démarche écologique simplement en diminuant notre apport en viande, sans l'éliminer entièrement de notre consommation. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la culture de légumes et de céréales peut aussi être néfaste pour l'environnement, si elle fait intervenir des pesticides et l'agriculture intensive.

L'effet de serre est néfaste pour la planète.

Oui et non. L'effet de serre est un phénomène naturel, indispensable à notre survie. Comme l'explique le site fédéral belge climat.be, « un certain nombre de gaz présents naturellement dans l'atmosphère absorbent en effet une partie de la chaleur émise par la Terre ». Ceux-ci régulent ainsi la différence

de température entre l'atmosphère et le sol. Ce sont eux qui permettent de maintenir la température actuelle, qui serait estimée à -19° sans leur existence. Le problème c'est que l'activité humaine dérègle tout en produisant trop de gaz à effet de serre et en créant de nouvelles substances synthétiques aux effets similaires. Cela renforce l'effet de serre naturel, qui devient alors néfaste pour la planète et cause le réchauffement climatique.

Tous les écolos sont anticapitalistes

Il est un peu rapide de penser que tous les écolos sont forcément de gauche et/ou anticapitalistes. Les concepts de croissance verte et de développement durable sont d'ailleurs des manifestes d'une vision écolo qui croit encore au modèle sociétal actuel, basé sur la croissance. En fait, il y a deux grandes écoles : d'un côté, celles et ceux qui sont persuadé-e-s que pour sauver notre environnement et valoriser le social, il est indispensable de sortir du capitalisme ; de l'autre côté, il y a les personnes qui pensent qu'il est possible de concilier une croissance infinie et une préservation de l'environnement, grâce, notamment, aux innovations technologiques.

¹ Parmi celles-ci : les rapports d'évaluation du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), les études publiées dans la revue « Nature Climate Change »

² Selon l'étude "First Direct Proof of Ozone Hole Recovery Due to Chemicals Ban" menée par la NASA en janvier 2018

³ "Les chiffres du bio 2015" - Annet Sylvie et Beaudelot Ariane - BioWallonie

⁴ Tout au long de ce numéro, le terme écolo ne se réfère pas à l'appartenance politique au parti Ecolo mais désigne toute personne soucieuse de la défense de la nature et de la qualité de l'environnement



Qu'est-ce que L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

Si nous estimons que l'écologie a sa place au cœur de notre combat féministe, c'est avant tout parce que nous la considérons comme une lutte transversale à tous les mouvements de gauche anticapitalistes qui œuvrent pour le droit à une meilleure qualité de vie. C'est à ce titre que nous estimons que l'enjeu écologique ne peut plus être le souci d'un seul parti politique ou d'un seul courant de pensée. Il doit devenir une priorité pour tou-te-s et être le noyau de l'ensemble des forces qui agissent pour une alternative au capitalisme.

Rosine Herlemont, chargée d'études FPS

Mais qu'est-ce que l'écologie exactement ?

L'écologie politique (on dit aussi écologisme) s'est développée dès le début des années septante, en Europe occidentale, en contestation du fonctionnement global d'une société de plus en plus capitaliste. Mais les premières idées écologistes apparaissent dès le début du 20^e siècle. En effet, on se rend compte, à ce moment, des relations interactives qui se nouent, sur un territoire donné, entre les êtres vivants et le milieu dans lequel ils évoluent. On donne le nom d'écosystème à ces interactions. Il faudra cependant attendre la fin des années soixante et le début des années septante pour voir émerger une prise de conscience collective sur le mode de production des pays industriels : l'être humain est en train d'opérer une destruction de la nature qui, si elle se poursuit, risque de rendre la planète invivable. On considère l'écologie politique comme un ensemble de courants qui se concentrent sur la prise en compte des

enjeux écologiques dans l'action politique et dans l'organisation sociale. L'écologie devient politique lorsqu'elle appelle à une profonde transformation du modèle économique et social ainsi qu'à une remise à plat des relations entre l'humain et son environnement. Au départ, l'écologie politique ne se considère ni de droite, ni de gauche. Elle a pour objectif de constituer une société alternative à celle basée sur une croissance constante de la productivité, que ce soit en matière industrielle ou agricole. Elle bannit donc la consommation effrénée induite par la création incessante de nouveaux besoins. Elle s'oppose aux cultures rendues intensives par l'utilisation de semences génétiquement modifiées ainsi que par l'épandage massif de fongicides, d'insecticides, d'herbicides et de pesticides toujours plus agressifs. Elle dit non à l'élevage industriel par concentration d'animaux privés de liberté, nourris aux hormones et antibiotiques, transformés en véritables machines à produire de la viande, du lait ou des œufs. Elle cherche

des alternatives à l'emploi croissant d'énergies fossiles, génératrices de gaz à effet de serre, etc. Bref, l'écologie politique condamne le productivisme¹ qui a caractérisé le système économique du 19^e, du 20^e et du début du 21^e siècle. Elle préconise de lui substituer une société articulée sur l'interdépendance entre nature et culture ainsi qu'entre local et global. Pour le reformuler de manière succincte et non exhaustive, il s'agit de remettre l'humain en accord avec son environnement en partant des organisations sociales et économiques locales (circuits courts et coopératives, démocratie participative) ; en privilégiant les réponses aux besoins collectifs (santé, logement, éducation, mobilité en commun) ; en orientant la recherche vers la généralisation des énergies douces et renouvelables (solaire, éolien, hydroélectrique, géothermique, etc.) ; en organisant la production de biens et de services réellement utiles socialement par une coordination harmonieuse entre secteurs marchands et non marchands, etc. À partir de la chute du mur de Berlin



© Vlad Tchornalov

en 1989, qui entraîne la disparition du modèle soviétique et la généralisation d'un capitalisme omnipotent et sans frontière, l'écologie politique va de plus en plus se définir comme une idéologie de gauche. Elle s'opposera à la droite qui défend la mondialisation de l'économie, la libre circulation des capitaux, la concurrence débridée par l'exacerbation de la compétitivité des entreprises et l'érosion permanente des protections sociales. Elle dénoncera la prolifération des centrales nucléaires destinées à poursuivre le modèle productiviste sans émission de gaz à effet de serre, mais contaminant la planète avec des déchets radioactifs indestructibles. Elle fustigera les entreprises multinationales qui gouvernent le monde en le précipitant

dans le chaos environnemental. Aujourd'hui, l'écologie n'est plus le souci d'un seul parti politique. Les préoccupations environnementales traversent tous les partis, principalement les partis de gauche. Les risques que comporte le réchauffement climatique sont enfin pris au sérieux. En 1997, sous l'égide de l'ONU, quatre-vingt-quatre pays signent une convention relative aux changements climatiques, connue sous le nom de Protocole de Kyoto. En 2016, à Paris, ils seront cent-septante-cinq à s'engager, dans le même cadre, sur une limitation progressive des gaz à effet de serre¹. Notons, pour être complet, qu'il existe aussi une « écologie de centre droit » qui prône qu'il est possible, au sein du capitalisme, de défendre

la nature, en prenant des mesures souples, proportionnées, régulant le fonctionnement de l'économie de marché. Nous pensons ici à Corinne Lepage, fondatrice du parti français Cap21, qui prétend défendre une conception républicaine de l'écologie. Emmanuel Macron, l'actuel président de la République française, qui défend les accords de Paris, en est un parfait exemple.

¹ LARRERE Catherine, SCHMID Lucile, FROSSARD Olivier. *L'écologie est politique*. Paris : Les Petits matins 2013.

² « Tendances à rechercher systématiquement l'amélioration ou l'accroissement de la productivité » - Le Larousse

³ Notons qu'en 2017, le nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump, se retire de l'accord, l'estimant contraire aux intérêts économiques de son pays...

Interview d'une écoconseillère

Stéphanie Jassogne, chargée de communication FPS

Éléonore Barrelet est écoconseillère dans le secteur associatif. Elle accompagne ainsi plusieurs structures dans le changement et l'intégration des enjeux environnementaux au sein de leur mode de fonctionnement. Elle a accepté de répondre à quelques-unes de nos questions.

Un-e écoconseiller/ère, c'est quoi exactement ? Quelles sont ses missions ?

Difficile de donner une définition exhaustive de ce qu'est un-e écoconseiller/ère et de ce que sont ses missions spécifiques. Nous aimons dire que nous sommes des accompagnateurs/trices de changements. Cela veut dire que nous sommes formé-e-s pour aider des collectifs, des associations, mais aussi des institutions privées et publiques à promouvoir le développement durable, réfléchir sur leurs habitudes et leurs besoins pour les accompagner vers des pratiques durables et respectueuses à la fois de l'humain et de l'environnement. L'écoconseiller/ère joue plusieurs « rôles » de manière plus ou moins complète suivant les différents profils : nous cherchons dans nos missions à promouvoir la participation et la démocratie, travaillons sur la communication et la gestion de projets, mais restons des généralistes de l'environnement et par conséquent, des apprenant-e-s. C'est ce

qui rend cette profession si intéressante : elle est transdisciplinaire, et nous incite à mettre en relation des acteurs/trices de différents milieux et à les faire collaborer sur des thématiques extrêmement variées. Cela peut en effet aller de la gestion des déchets à une réflexion sur la mobilité ou encore sur les liens entre égalité hommes-femmes et développement durable.

Quelle a été votre motivation pour entamer cette formation d'écoconseillère ?

J'ai suivi un cursus de géographie humaine, puis de coopération au développement durable dans les pays du Sud. Cela a modelé mon regard sur le monde et m'a permis de développer une lecture systémique des enjeux liés au développement durable. J'avais besoin de sortir des livres et des approches académiques pour voir comment, concrètement, travailler sur ces problématiques qui touchent des réalités géographiques, sociales et politiques très différentes. L'approche de l'écoconseil m'a immédiatement parlé, même si j'ai eu du mal dans un premier temps à exactement cerner ce métier. La transversalité, l'approche critique et les valeurs de participation et d'ouverture ont été de vrais moteurs pour moi.

Au sein de quelles structures un-e écoconseiller/ère est-il/elle utile ? Et vous, où exercez-vous ?

Je crois que l'écoconseiller/ère et son travail sont utiles partout ! On dira que c'est parce que je manque d'objectivité, mais c'est surtout parce que je suis une grande optimiste qui espère que toutes les structures prendront conscience de l'importance de placer le

respect de l'environnement et de l'humain au centre de leur réflexion.

Un-e écoconseiller/ère peut exercer dans n'importe quelle structure qui fait appel à ses services ou qui souhaite l'engager. Une association peut par exemple décider de lancer des cycles de formations sur le développement durable - voire même réfléchir sur ce qu'implique cette formulation -, une institution communale vouloir lancer un Agenda 21 ou une structure privée vouloir promouvoir une politique plus respectueuse de l'environnement. Il est évident que l'impact du travail de l'écoconseiller/ère sera différent en fonction de l'importance accordée à ces thématiques par la structure en question et par la cohérence entre ses valeurs et sa volonté de changer ses pratiques. Personnellement, j'exerce dans le secteur associatif : j'y retrouve une énergie militante qui m'enthousiasme, mais aussi des valeurs qui me sont chères.

Quel(s) écoconseil(s) pourriez-vous donner à une association comme la nôtre ?

Ouh, ça, c'est une question compliquée ! Toutes les structures sont différentes, et il est difficile de donner des conseils sans connaître les besoins ou le fonctionnement de l'organisation. Tout dépend des sujets que vous souhaitez aborder : mobilité douce, réduction des déchets, travailler sur la gouvernance, revoir l'utilisation de l'énergie, réfléchir sur la manière dont la structure fonctionne et comment cela peut impacter la santé au travail... Si vous avez l'impression que les sujets sont nombreux, vous avez raison ! Tout dépend donc de la demande et des objectifs de la structure.

Plus d'infos sur le site www.ecoconseil.be

ÉCOFÉMINISME

le croisement des luttes féministes
et environnementales

Rosine Herlemont, chargée d'études FPS

L'expression « écoféminisme » vient de la contraction des mots « écologie » et « féminisme ». Ce courant de pensée établit des liens philosophiques et sociopolitiques entre le système de domination patriarcale et la dégradation des écosystèmes.

Le terme écoféminisme apparaît pour la première fois en 1972 dans l'ouvrage de Françoise d'Eaubonne, *Histoire et Actualité du Féminisme*¹. L'autrice défendait, face à la critique d'avoir accolé deux concepts qui d'apparence n'avaient rien en commun, l'idée qu'il existe des relations entre l'exploitation de l'environnement par les humains et l'oppression des femmes par les hommes. Cette idée ayant été reçue, à l'époque, avec beaucoup de dérision en France, il faudra attendre les années 1990 pour que se dégagent clairement deux mouvements principaux au sein de ce courant très diversifié : l'écoféminisme socioéconomique et l'écoféminisme spiritualiste.

L'écoféminisme socioéconomique

En 1990, le livre de Vandana Shiva et Maria Mies, *Ecoféminisme*, est traduit en français. Presque 20 ans après la publication des ouvrages précurseurs de Françoise d'Eaubonne, il constitue un des textes fondateurs de l'écoféminisme socioéconomique. Vandana Shiva est une physicienne et activiste environnementale indienne. Maria Mies est une sociologue allemande. La particularité des deux autrices est de considérer le capitalisme et le patriarcat comme deux systèmes ayant fusionné, donnant naissance à un patriarcat capitaliste. Selon elles, la société moderne, caractérisée par le

capitalisme financier et la mondialisation, exerce sur les femmes et la nature son despotisme patriarcal socioéconomique et technologique. C'est dans cette logique que Shiva et Mies appellent toutes les femmes à prendre conscience de cette situation : elles sont l'élément permettant de contrer cette destruction. Selon l'écoféminisme socioéconomique, seule une révolution sociale pourra détruire les systèmes qui nourrissent et justifient les oppressions.

L'écoféminisme spiritualiste

Pour les écoféministes spiritualistes, la crise écologique est sociale, politique,

Selon l'écoféminisme socioéconomique, seule une révolution sociale pourra détruire les systèmes qui nourrissent et justifient les oppressions.

économique, mais aussi spirituelle. Il reproche aux religions monothéistes leur aspect oppressif et patriarcal. Si L'écoféminisme spirituel propose une critique de la religion et repense le sacré. les hommes y sont en effet apparentés

à Dieu, les femmes sont présentées comme des pècheresses, des mères ou des servantes. Les écoféministes spiritualistes estiment que si le lien entre la terre et les êtres humains est brisé, c'est à cause de la vision dualiste (spirituel/matériel) et hiérarchique des religions monothéistes qui placent la spiritualité en dehors de la nature. « Pour se tourner vers l'esprit, on méprise le corps ; parce qu'on exalte le ciel, on domine la terre. »² L'écoféminisme spiritualiste peut également prendre ancrage dans d'autres formes de croyances : animistes³, polythéistes ou néopaiennes⁴ comme Starhawk, une des voix les plus écoutées dans ce courant. Le défi de l'écoféminisme spiritualiste est de parvenir à dépasser la compréhension hiérarchisée et dualiste du monde en réinterprétant les religions monothéistes afin qu'elles ne soient plus oppressives, ou à proposer une nouvelle forme de spiritualité considérant la nature comme une entité spirituelle auprès de laquelle les hommes et les femmes peuvent directement intercéder.

¹ Françoise d'Eaubonne, *Histoire et actualité du féminisme*, Paris, A. Moreau, 1972.

² <http://eco-psychologie.com/genese-ecopsychologie/lecoféminisme/>

³ L'animisme est la croyance en un esprit, une force vitale, qui anime les êtres vivants, les objets mais aussi les éléments naturels, comme les pierres ou le vent, ainsi qu'une croyance en des génies protecteurs.

⁴ Le néopaganisme est un mouvement de résurgence du paganisme antique (terme générique employé depuis le VI^e siècle par des chrétiens pour désigner la religion de ceux qui ne sont ni chrétiens ni juifs), influencé par l'apport de religions polythéistes extra-européennes, le folklore européen, l'ésotérisme et la sorcellerie.

Neuf femmes engagées dans l'écologie

Romane Schyns, rédactrice Femmes Plurielles

Alors que certain-e-s font des efforts quotidiens pour participer au bien-être de la planète et de ses habitant-e-s, d'autres y consacrent leur vie entière et se battent quotidiennement pour faire valoir leurs droits ainsi que l'importance de la protection de leurs terres, de leur travail, de leurs agricultures. Parmi ces personnes, des femmes venues des quatre coins du monde sont devenues des emblèmes de la lutte environnementale. Nous vous proposons de découvrir neuf d'entre elles.

RUTH BUENDIA

La gardienne des Indigènes
(1977 – aujourd'hui)

« C'est notre peuple, c'est nous qui savons ce qui est bon pour lui, pas les autres ».

Le long du fleuve Ene, au Pérou, Ruth Buendia vit ses premières années. Après une violente révolution qui cause la mort de son père, elle est contrainte de rejoindre la capitale avec sa mère. Des années plus tard, elle arrive à la tête de l'association C.A.R.E (Centrale Ashaninka du fleuve Ene), qui lutte pour défendre les indigènes, en les accompagnant dans les problèmes qu'ils/elles peuvent rencontrer dans la société moderne (l'obtention d'une carte d'identité, par exemple). Avec le temps, sa voix prend plus d'importance et elle devient cheffe de la microsociété des Ashaninka, là où elle a grandi. Lorsque le

gouvernement de son pays lance le projet de construire une centrale hydraulique, le long du fleuve Ene, forçant des centaines d'habitant-e-s à déménager, elle remue ciel et terre pour les défendre. Le projet n'est pas annulé, mais elle obtient sa suspension. C'est une victoire, qui lui a valu le Prix Goldman de l'Environnement, en 2014. Aujourd'hui, elle continue à se battre pour le bien de son peuple.

WANGARI MAATHAI
Celle qui plantait des arbres (1940-2011)

« Chaque arbre est le symbole vivant de la paix et de l'espoir. »

En Afrique, plus particulièrement au Kenya, cela fait plusieurs années que les femmes sont invitées à planter des arbres autour de leurs villes et villages. Cette initiative est née du Mouvement

de la Ceinture Verte, fondé par Wangari Maathai, en 1977. Cette militante a passé sa vie à se battre pour la biodiversité de son pays, la création d'emploi pour les femmes et la lutte contre la déforestation. Elle fut un modèle pour les femmes du continent en devenant la première femme d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale à obtenir un doctorat, ainsi que la première femme africaine à recevoir un Prix Nobel de la paix, prix qui récompense son militantisme actif pour le bien de son pays.

VANDANA SHIVA
La rebelle de l'OGM
(1952 – aujourd'hui)

« Sous le masque de la croissance se dissimule, en fait, la création de la pénurie. »

En Inde, dans les années 70, un mouvement est né, sous le nom de Chipko : il regroupait

DIAN, BILLIE ET CAROL
Les créatrices d'Oregon
Women's Land

« [C'est un endroit] où les femmes ont, ensemble, partagé du travail et des compétences ; où les femmes sont venues guérir et grandir ; où les femmes sont venues pour ne faire qu'une avec la Terre Mère ».

En Oregon, au milieu des années 70, un groupe de lesbiennes suit l'idée de trois femmes, Billie, Dian et Carol, et fait l'acquisition d'un petit morceau de terre. Sur cette terre, elles ont l'espoir de construire une communauté à l'idéologie utopiste, loin de la société patriarcale, industrielle et homophobe dans laquelle elles se sentent piégées. Leur projet part de rien, mais ces femmes réussissent, au bout de plusieurs années de travail, à construire une micro-société où chacune est invitée à se réinventer, à trouver sa place dans le monde. Si ce Women's Land, renommé OWL's Farm, a aujourd'hui du mal à survivre, principalement menacé par les communautés catholiques des alentours qui se battent pour sa disparition, il reste un lieu d'accueil et de vie pour chaque femme. Les habitantes y vivent une vie paisible, à base de collectivité, de travail de la terre et de féminisme, loin de la société urbaine et capitaliste occidentale.

TEMPLE GRANDIN
La voix des animaux
(1947 – aujourd'hui)

« La nature est cruelle, mais nous n'avons pas à l'être ».

Petite fille déjà, Temple est différente des autres enfants de son âge. Elle ne

parle pas, ne sourit pas et ne semble pas comprendre les interactions sociales. Elle est âgée de 3 ans, lorsque les médecins comprennent qu'elle est porteuse d'autisme. En grandissant, Temple apprend à en faire sa force. Elle qui semblait incapable d'interagir avec les autres humains s'est découverte une capacité extraordinaire de compréhension des animaux, plus particulièrement du bétail. Petit à petit, elle met cet atout au service du bien-être animal d'abord aux États-Unis, puis partout dans le monde. Ainsi, elle instaure des conventions générales sur l'élevage et l'abattage, afin que cela soit bénéfique pour la viande, mais surtout, pour l'animal. Aujourd'hui encore, elle réalise de nombreuses conférences et participe activement à ce combat.

STARHAWK
La sorcière des temps modernes
(1951 – aujourd'hui)

Aux États-Unis, une voix s'élève parmi les activistes altermondialistes, les féministes, les antinucléaires... Cette voix, c'est celle de Starhawk, sorcière des temps modernes, militante au quotidien. Pionnière de l'écoféminisme, elle a notamment participé à des rituels dans le but de protester contre des installations nucléaires. Écrivaine écoféministe néo-païenne¹, elle cherche à permettre à toutes les femmes, à travers ses livres et formations, de prendre conscience de leur pouvoir, de leur force spirituelle, et de l'énergie de la nature. Réunies, ces forces leur permettraient d'être en accord avec elles-mêmes, mais également de se battre pour la collectivité, le bien de tous et la préservation de l'environnement.

¹ Le néo-paganisme est un mouvement inspiré par la sorcellerie, ses rites et croyances.



Les grands axes de l'écosocialisme

Rosine Herlemont, chargée d'études FPS

L'idée de fusionner l'écologie politique et le socialisme historique pour fonder un nouveau courant idéologique émerge dans le monde occidental à la fin des années 70. Se mélangent alors les thèses de l'écologie politique, la question sociale et économique de l'émancipation des peuples aliénés, et la remise en question du productivisme frénétique des systèmes capitalistes et communistes.

L'écosocialisme a commencé à devenir populaire au cours du Forum social mondial¹ de 2011. Il fut porté par un nombre grandissant de formations politiques de la gauche alternative, notamment en France avec Jean-Luc Mélenchon.

Attardons-nous quelques instants sur les grands axes de l'écosocialisme. Nous en avons déterminé neuf, en relation les uns avec les autres, basés sur le « Premier manifeste des Assises de l'écosocialisme »².

LA RÈGLE VERTE Elle s'énonce aisément : l'être humain ne peut tirer de la planète plus de richesses qu'elle ne peut en reconstituer, et ne peut produire plus

qu'elle ne peut supporter. C'est pourtant le cas actuellement puisque chaque année, la date à laquelle la terre a dépassé ce seuil avance (le 2 août en 2017).

LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE.

Elle doit garantir la cohérence de la gestion publique dans les grands domaines où l'intérêt général prime sur la liberté individuelle d'entreprendre. Parmi eux, on peut citer l'eau, l'énergie, la mobilité, les (télé)communications, la santé, le logement, la sécurité, etc.

LA (DÉ)CROISSANCE ET L'EMPLOI.

L'écosocialisme prône à la fois la croissance dans la production des

biens et services socialement utiles et la décroissance dans tout le reste. Le fondement de l'écosocialisme se trouve dans le bien vivre³ équatorien adapté aux sociétés industrialisées. Il nécessite à la fois la limitation du taux de profitabilité du capital, l'encadrement des libertés d'entreprendre, d'échange et de concurrence, ainsi que l'orientation de la consommation vers l'épanouissement physique et intellectuel. L'écosocialisme implique le renoncement aux besoins fabriqués artificiellement par la publicité, et qui entraînent les personnes vers des comportements d'achats compulsifs provoquant un état de frustration permanente.



LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE.

La plupart des experts s'accordent pour estimer que l'on pourrait arriver dans les pays industrialisés à une réduction progressive de près de la moitié de la consommation⁴, d'une part en diminuant la production des biens et services non utiles socialement, et d'autre part en améliorant considérablement le rendement des équipements utiles par la suppression de l'obsolescence programmée⁵.

LA RELOCALISATION ET LA RECONVERSION DE L'INDUSTRIE.

Rapprocher le producteur du consommateur est un des grands principes de l'écosocialisme. Par ailleurs, dans les entreprises relocalisées, il ne s'agit pas de produire n'importe quoi et dans n'importe quelles conditions. Il faut réorienter la production des biens et des services qui servent l'intérêt général. L'écosocialisme, c'est une autre manière de produire et une autre manière de consommer !

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE.

C'est-à-dire une politique agricole à dimension humaine, ancrée dans la région, permettant la diversification de la production et répondant aux besoins des populations locales. Cette diversification et cette localisation ont une double conséquence. Elles permettent à la fois de mettre fin à la culture et à l'élevage

intensifs (et donc aux engrais chimiques, fongicides et autres OGM, remplacés par les méthodes bios) et de réduire et démultiplier les espaces agricoles en créant, en bout de course, une grande quantité d'emplois.

LE PROTECTIONNISME SOLIDAIRE.

Il ne s'agit pas d'un protectionnisme agressif, fondé sur un nationalisme exacerbé, destiné à mener la bataille économique pour affaiblir les autres nations. Il s'agit ici d'un protectionnisme sélectif, destiné au bien-être des autres nations comme de nous-mêmes.

LA COLLECTIVISATION⁶ DES BIENS COMMUNS.

On appelle biens communs ceux qui ont une valeur d'usage telle qu'ils ne peuvent être livrés à l'échange. Il s'agit de l'eau douce, de l'air, des mers, des forêts et de l'énergie. Le capitalisme a la capacité de conférer à toutes choses, y compris les biens communs, un statut de marchandise. Cela mène à leur exploitation qui, très souvent, s'avère destructrice.

LE TRAVAIL PRODUCTIF BIEN RÉMUNÉRÉ ET LE TEMPS LIBÉRÉ.

La politique économique doit prendre une tournure keynésienne⁷, basée sur la demande des citoyens des biens et services utiles socialement. Les salaires des travailleurs devront être élevés pour permettre de consommer mieux et plus

cher de manière à pouvoir procéder à un partage équitable des richesses à toutes les étapes de la production. Des économies pourront être générées en éliminant progressivement les biens et services non utiles socialement, en encadrant le taux de profitabilité des entreprises et en rapprochant producteurs et consommateurs par la suppression progressive des intermédiaires (mise en place de circuits courts).

¹ Forum international qui réunit tous les ans, depuis 2001, toutes les organisations citoyennes du monde entier sensibles à l'altermondialisme.

² https://www.lepartidegauche.fr/wp-content/uploads/2017/03/ecosocialisme_premier_manifeste_fr.pdf

³ Concept d'origine amérindienne qui s'articule autour d'une vie harmonieuse avec la nature, d'une entraide faite de responsabilités partagées et d'une production/distribution de richesses utiles socialement.

⁴ Plus ou moins 45%. Estimation citée par « La règle verte. Pour l'éco-socialisme », Jean-Luc Mélenchon, éditions Bruno Leprince, Paris 2012

⁵ Durée de vie limitée des objets, décidée lors de la fabrication de ces mêmes objets.

⁶ Appropriation collective

⁷ John Maynard Keynes (1883-1946), économiste britannique auteur d'une théorie selon laquelle, en économie, il faut partir de la demande des populations et non de l'offre des entreprises.



La richesse des biens communs

Amélie Carpentier, stagiaire communication FPS

**Quel est le point commun entre l'air, l'eau, les semences, les animaux, etc. ?
Ce sont tous des biens communs ! Mais que se cache-t-il derrière cette notion
qui constitue aujourd'hui un des principaux enjeux environnementaux ?**

C'est à Elinor Ostrom, première femme à recevoir le prix Nobel d'économie en 2009, que l'on doit le concept de biens communs. L'économiste Gaël Giraud a par la suite défini cette notion comme « *une ressource naturelle ou culturelle que partage un groupe, avec des règles précises de distribution, de préservation et de promotion* ». Un potager collectif, par exemple, est un bien commun, étant donné qu'un groupe de personnes assure l'occupation et la préservation de cet espace tout en respectant ce que lui procure la Terre.

Dans notre système économique actuel, nous avons été habitués-e-s à donner de la valeur à ce qui est rare (l'or, le pétrole...) en négligeant les ressources collectives qui n'avaient pas de grande valeur économique. Pourtant, les biens communs sont indispensables et donc tout aussi précieux. Il est important de passer au-dessus de la logique financière, qui ne vise que la rentabilité économique sur le court terme, et d'accorder plus d'attention à la préservation de ces ressources indispensables. Pour

entrevoir cette possibilité, il nous faut remettre en question nos croyances et représentations politiques actuelles afin de créer un langage commun à l'égard de ces ressources.

Avec le courant de pensée du libéralisme et certains économistes, analystes, et politologues du XIX^e siècle, nous avons été pris dans l'engrenage de l'homo oeconomicus. Celui-ci nous amène à croire que l'humain serait calculateur, égoïste et rationnel. Parallèlement, la privatisation des ressources et leur gestion centralisée et hiérarchique par l'état ou les institutions privées ont conduit, au XX^e siècle, à des approches souvent désastreuses. La déforestation intensive en est un bon exemple. Cette dernière envisage les biens communs comme une marchandise ordinaire que nous pouvons manipuler sans considération.

Heureusement, le nouveau courant de pensée des biens communs vient bousculer tout cela. Elinor Ostrom a travaillé toute sa

vie pour défendre l'idée d'une autogestion locale et communautaire des biens tout en visant leur pérennité. En se basant sur sa théorie, on peut comprendre l'importance de favoriser les synergies entre le privé, le public et le commun. Elle propose, en effet, de favoriser la coopération, l'altruisme et l'égalité.

Aujourd'hui, des actions locales et collectives permettent de préserver et d'entretenir ces biens communs. On peut, par exemple, citer l'association États Généraux de l'Eau à Bruxelles (EGEB).² Cette association défend l'idée que l'eau est un bien qui appartient à toutes et à tous, qui est vital et qui doit être protégé. Elle fait de l'accès et de la préservation de l'eau un enjeu politique. Autre exemple : la coopérative à finalité sociale Terre-en-vue³ achète des terres agricoles nourricières pour les libérer des pressions d'investisseurs privés ainsi que des modes d'agriculture destructrice.

L'humain entretient une relation fragile avec son environnement. Il est grand temps de se rendre compte qu'aujourd'hui, nous devons nous mobiliser pour la préservation des biens communs.

¹ Gaël Giraud, économiste - <http://ideas4development.org/commons-developpement/>
² <http://www.egeb-sgwb.be/>
³ <https://terre-en-vue.be/>

À vos graines citoyennes

Amélie Carpentier, stagiaire communication FPS

Le partage de graines et de semences est dans l'air du temps ! Celles-ci représentent en effet un enjeu majeur pour la préservation de la biodiversité et suscitent ainsi un intérêt grandissant auprès des citoyen-ne-s soucieux/ses de leur alimentation. Marianne Ansay et Nicole Delgrange, animatrices aux FPS de Liège, nous parlent du projet « à vos graines ».

L'origine du projet

En 2013, un colloque abordant diverses problématiques du secteur de l'alimentation s'est tenu à Liège. Parmi les préoccupations rencontrées, la directive européenne visant l'interdiction d'échanger des graines et des semences entre particulier. On s'en souvient, cette mesure avait suscité beaucoup d'indignation auprès du grand public. En effet, les graines et semences font partie du bien commun¹, elles appartiennent à la terre et n'ont pas leur place dans un catalogue de vente officiel !

« Il fallait se positionner, faire acte de résistance citoyenne face à cette mesure de privatisation. »

Les animatrices décidèrent alors d'organiser une journée citoyenne sous forme de bourse d'échange. Cette première édition rencontra un franc succès et confirma la préoccupation des citoyen-ne-s sur les enjeux liés à l'alimentation.

« On part de l'actualité et de ce qui parle à Monsieur et Madame Tout-le-monde. »

Dans les éditions suivantes, Marianne et Nicole ont traité de pollinisation, des pesticides et de la permaculture². C'est grâce aussi à la présence d'intervenant-e-s externes (personnes

de terrain, expert-e-s, politiques...) que le public découvre des actions concrètes et locales. Cette 5^{ème} édition a accueilli Marc Tarabella (député européen), Jean-Pierre Hupkens (Echevin de l'Urbanisme et de la Culture), Patricia Martin (biologiste), les associations Intradél, Apiflora, Les Jardins Solidaires du PAC Verviers, Frontière de vie, etc.

« D'année en année, cette mobilisation toujours plus importante a confirmé la nécessité de créer des moments de rencontre et d'échanges conviviaux autour de la thématique environnementale et alimentaire. L'objectif étant aussi de décloisonner les pratiques liées au jardinage, il nous tenait à cœur de pouvoir toucher un grand nombre de personnes. Dans un premier temps les affiliés mutualistes, ensuite les riverains et le public fréquentant l'associatif régional. On réalise que les personnes se déplacent volontiers pour cette journée. Certaines viennent de Malmedy, Seraing, Flémalle... et parfois de beaucoup plus loin encore ! Il y a, parmi notre public, des personnes régulières d'une année à l'autre ou encore des personnes plus âgées, comme une vieille dame de 90 ans qui nous apportait ses graines de consoude... Cette année, en partenariat avec la Ludothèque de Latitude Jeunes, un espace parents-enfants autour de la découverte de la terre a été mis sur pied. Cette initiative répond aux sollicitations que nous avons reçues.

L'édition 2018

En 2018, cette journée a eu lieu le 3 février à Liège et le 17 à Theux, c'était l'occasion de récolter ce qui a été semé pendant les cinq dernières éditions. Marianne et Nicole ont souhaité donner de l'espoir aux citoyen-ne-s avec une journée orientée sur le positif et les bonnes nouvelles... « Ne vous découragez pas, beaucoup de belles choses ont bougé positivement depuis 5 ans, il n'y a pas que des catastrophes ». Un moment enrichissant pour petit-e-s et grand-e-s. Le rendez-vous est pris pour l'année prochaine !

Les FPS, dans le cadre de leurs animations en promotion de la santé, travaillent la thématique de l'alimentation depuis de nombreuses années. Le projet « À vos graines » participe au programme « Goûtez-moi ça » du réseau Solidaris, pour l'accès de tous à une alimentation de qualité basée sur le plaisir. Les animatrices de Liège ont souhaité aller plus loin avec cette initiative qui vise à faire le pont entre l'alimentation saine, l'activité physique et le plaisir de mettre les mains dans la terre. Une dynamique favorisant le respect de l'environnement grâce à une production locale.

¹ Voir l'article « Du bon usage des Biens Communs »

² La permaculture est un mode d'aménagement écologique du territoire, visant à concevoir des systèmes stables et autosuffisants. Le Petit Robert



Transformer la société ensemble au départ du niveau local

Josué Dusoulier – co-initiateur d'Ath en transition et du RéseauTransition.be¹

Il était une fois des habitant-e-s qui décidèrent de retrousser leurs manches et d'entrer en Transition ensemble. Déçu-e-s par l'immobilisme des pouvoirs politiques et économiques et des grandes institutions, ils/elles ont décidé de montrer l'exemple sans attendre d'autorisation et de faire leur part. Ils/elles montrent qu'il est possible de recréer du lien social et la solidarité dans les quartiers, de renforcer l'économie locale en créant des emplois et en réduisant les inégalités sociales, d'expérimenter des modèles éducatifs bienveillants, de redonner une place à la nature et régénérer les écosystèmes naturels...

CET ARTICLE EST PARU INITIALEMENT DANS LE NUMÉRO 90 DE LA REVUE L'OBSERVATOIRE. IL FAISAIT PARTIE DU DOSSIER JARDINONS LE SOCIAL, CULTIVONS UN AUTRE MONDE. NOUS LE DIFFUSONS ICI AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE SON AUTEUR ET DE L'ÉDITRICE DE LA REVUE.

Il était une fois des habitant-e-s qui décidèrent de retrousser leurs manches et d'entrer en Transition ensemble. Déçu-e-s par l'immobilisme des pouvoirs politiques et économiques et des grandes institutions, ils/elles ont décidé de montrer l'exemple sans attendre d'autorisation et de faire leur part. Ils/elles montrent qu'il est possible de recréer du lien social et la solidarité dans les quartiers, de renforcer l'économie locale en créant des emplois et en réduisant les inégalités sociales, d'expérimenter des modèles éducatifs bienveillants, de redonner une place à la nature et régénérer les écosystèmes naturels... Cette expérimentation humaine à grande échelle teste des solutions adaptées aux contextes locaux. Ainsi, chaque initiative de Transition construit sa propre vision d'un futur préférable et commence à la mettre en œuvre au travers des actions qui lui font sens. Ensemble, ces collectifs de citoyen-e-s ont commencé à écrire une nouvelle histoire, celle d'un monde moins énergivore,

plus en équilibre avec les limites de notre planète et où la collaboration, l'imagination et l'intelligence collective prennent le pas sur la recherche du profit, la croissance économique à tout prix et le repli sur soi.

La résilience au centre des projets, avec une vision attractive de l'avenir comme guide

Les scientifiques annoncent que pour éviter une augmentation des températures de plus de 2°C, qui aurait des conséquences catastrophiques sur le climat, il faut que 80% des énergies fossiles restent dans le sol. Et il ne reste que 5 à 10 ans pour que les choses changent... La question est donc : comment construire au plus vite une société viable en ayant recours le moins possible aux énergies contenues dans le sol ? L'idée centrale des initiatives de Transition est de développer la résilience du territoire et de ses habitant-e-s pour mieux s'adapter aux bouleversements. Les projets visent à rendre l'économie locale plus robuste, vivante et créatrice de bien-être, à diminuer préventivement notre consommation énergétique tout en (re)créant du sens, du lien social et de la solidarité. C'est dans l'action concrète que le mouvement de la Transition se déploie. Cela se traduit par une multitude

d'actions : de la mise en place d'un système de covoiturage entre voisin-e-s à la création d'un Repair Café (atelier de réparation d'objets et appareils pour éviter d'acheter du neuf), des projets privilégiant une alimentation locale et produite dans le respect de l'environnement ou encore, la création de monnaies locales, des ateliers tricot/couture, de cuisine ou d'échange de savoir-faire, des projets de jardins, potagers ou vergers collectifs, ...

Des systèmes alimentaires innovants et un investissement dans l'économie locale

Les premiers projets des initiatives de Transition touchent souvent à l'alimentation. En cultivant localement selon des méthodes respectueuses des écosystèmes (agroécologiques² ou permaculturelles³), on soutient les producteurs/trices, on réduit le gaspillage énergétique et les émissions de CO₂, on préserve la biodiversité et on mange plus sainement. En pratique, les potagers collectifs, jardins partagés, « incroyables comestibles »⁴, marchés de producteurs locaux ou groupes d'achats solidaires fleurissent un peu partout et créent des dynamiques sociales et identitaires très positives. À Liège un projet de ceinture alimentaire autour de la



ville prévoit la reconversion professionnelle de demandeurs/euses d'emploi dans la production d'alimentation locale. Ce projet rassemble Liège en Transition ainsi que de nombreux autres acteurs sociaux, économiques, culturels et associatifs et vise à recréer un système alimentaire local, rentable, créateur d'emplois, équitable, sain et résilient (à savoir, un système capable de s'adapter aux crises tout en continuant à nourrir les populations). Ce type de projet innovant est rendu possible par la prise de conscience et la participation d'une grande diversité d'acteurs qui apportent chacun leur point de vue et leur expertise particulière, au service du bien-être des habitant-e-s, des écosystèmes naturels et de l'économie locale de leur région. Plutôt que de confier l'argent et l'épargne aux secteurs financiers non soutenables, les initiatives de Transition proposent de les utiliser pour soutenir l'économie locale et les projets locaux. Le retour sur investissement est alors plus visible et éthique. Il se traduit aussi dans l'amélioration du cadre de vie et de la cohésion sociale. Dans la région namuroise, la Gelbressée en Transition s'est associée avec d'autres acteurs locaux pour créer la coopérative citoyenne « Champ d'énergie », avec pour but de se réappropriier la production d'énergie de manière éthique, locale et solidaire⁵. Dans le Brabant wallon, Grez-Doiceau en Transition développe actuellement un projet de coopérative intégrale : Get-it, qui gèrera une banque et une monnaie locale, des microcrédits solidaires et servira d'incubateur pour des projets économiques locaux et résilients.

Un changement sociétal et une autre vision de l'apprentissage pour réussir la Transition

Pour atteindre la masse critique qui permettra d'inverser le cours des choses, de peut-être éviter la catastrophe et trouver un équilibre plus sain, le modèle actuel, basé sur la croissance économique, doit être abandonné et remplacé par un ensemble de modèles plus respectueux. L'abandon de ce modèle dominant implique l'acceptation et l'intégration des nouveaux modèles par une grande partie de la population, et donc un véritable changement sociétal. Pour y arriver, il est nécessaire que le/la citoyen-ne soit impliqué-e dans la construction et la mise en

place de ces nouveaux modèles. C'est ce que le mouvement de la Transition expérimente.

Les nouveaux modes de fonctionnement que nous devons adopter nécessitent également une autre vision de l'enseignement et de l'apprentissage.

Au regard des défis auxquels nous devons faire face, nous devons constater que le système éducatif officiel, de l'enseignement fondamental à l'université, prépare le plus souvent à s'insérer dans un mode de vie passé, plutôt qu'à être capable de s'adapter au monde à venir. Le système éducatif a grand besoin de se réformer pour répondre aux enjeux actuels et futurs. Nous aurons par exemple besoin de davantage de personnes ayant une formation généraliste et une vision plus holistique plutôt que de spécialistes. Nous aurons besoin de plus d'artisan-e-s, de maraichers/ères, de travailleurs/euses de la construction... car moins d'énergie signifie moins de transport et de mécanisation et donc plus de travail pratique, manuel. Nous aurons également besoin de personnes qui feront preuve de sens de l'initiative, d'autonomie et d'une créativité plus développée, de personnes capables de travailler avec d'autres, de s'entraider et de donner du support moral, de partager leur savoir et de gérer des projets tout comme des situations de crise. Il faudra plus d'esprit d'entreprendre, mais ceci dans le respect des limites des ressources naturelles et avec l'objectif de participer au bien-être réel de la collectivité locale. Enfin nous aurons besoin de mettre en place des modes de gouvernance locale participative et adaptative pour accompagner cette Transition.

Pourquoi le niveau citoyen est indispensable ? Pourquoi est-il plus porteur quand il est associé à d'autres ?

On sait aujourd'hui que nos modèles économiques basés sur la croissance économique ne répondent plus aux

besoins des populations. Le changement de modèle est urgent et doit concerner le système dans son ensemble parce que nous avons déjà atteint des limites critiques. Au vu de l'ampleur et du caractère systémique de ce changement, l'ensemble des acteurs (producteurs, chercheurs, consommateurs, décideurs,...) a un rôle majeur à jouer. C'est sans doute le niveau citoyen qui a le plus de latitude d'actions. Il subit moins de pressions du milieu (politique, économique...) et bénéficie d'un réel potentiel à travers l'action collective. C'est également le niveau qui est le plus à même de modifier radicalement son propre récit et sa vision du futur. Les mouvements citoyens comme la Transition ont donc un rôle fondamental à jouer car il nous faut maintenant écrire une nouvelle histoire de ce que demain pourra être dans un monde plus en équilibre avec les limites de notre planète et où chacun pourra trouver sa place et se sentir bien. En s'associant avec d'autres acteurs lucides et bienveillants (sociaux, politiques, économiques, ...), ils peuvent ensemble décupler leur impact et contribuer au changement dont nous avons besoin. Ce cheminement est passionnant et donne beaucoup de sens à la vie. C'est une aventure réelle que nous avons la chance de pouvoir vivre au jour le jour, c'est un changement majeur auquel nous avons le pouvoir de contribuer. Peut-être vous sentez-vous l'âme d'un pionnier, prêt à créer un nouveau projet qui transformera votre quartier ou votre région ? Peut-être y a-t-il près de chez vous des initiatives citoyennes auxquelles vous pourriez vous associer ou que vous pourriez rejoindre ? Quel sera votre prochain petit pas ?

¹ Pour en savoir plus sur le mouvement de la Transition et entrer en contact, rendez-vous sur www.reseautransition.be.

² L'agroécologie est une approche globale de l'agriculture qui comprend une reconnaissance des savoirs et savoir-faire paysans, tout en utilisant de façon respectueuse les ressources de la nature, notamment via le Biomimétisme. La démarche vise à associer le développement agricole à la protection de l'environnement, voire à sa restauration le cas échéant. Il s'agit aussi de faire évoluer une agriculture

³ Méthode d'agriculture basée sur le bien-être de l'être humain, le respect de la nature et le partage équitable dans la société

⁴ Les « incroyables comestibles » sont des groupes de citoyens qui décident de passer à l'action en cultivant des légumes et en les mettant à disposition gratuite des passants sous le principe de la nourriture à partager. Cette action de partage a pour but de participer à la relocalisation de la production de nourriture et de changer notre vision de l'alimentation.

⁵ Mentionnons, à cet égard, une initiative inspirante en provenant d'outre-Manche : à Brixton, des citoyens ont créé la coopérative « Brixton Energy » et récolté de l'argent auprès des habitants afin de financer l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toits d'immeubles de cette partie de Londres.

Du champ à la ville

La promotion des femmes dans l'agriculture familiale en Colombie

Ioanna Gimnopolou et Aurore Schreiber, Solsoc

En Colombie, depuis 2016, une campagne portant le nom de « llevo el campo – estoy con la agricultura familiar y sus mercados » (« Du champ à la ville – Je soutiens l'agriculture familiale et ses marchés ») a été développée par le Réseau National de l'Agriculture Familiale (RENAF). Après avoir constaté la difficulté, pour les paysan-ne-s indigènes, afrodescendant-e-s, pêcheurs artisanaux, femmes rurales et néo-rurales, à commercialiser leurs produits, le RENAF décide de les soutenir et de promouvoir l'agriculture familiale en développant, en partenariat avec des organisations de la société civile colombienne, dont l'ATI (Association de Travail Interdisciplinaire), partenaire de l'ONG Solsoc, un réseau de commercialisation de leurs produits, via le développement de marchés urbains et locaux.

Le marché est ici utilisé comme un véritable outil de sauvegarde de l'agriculture familiale. Il devient le lieu emblématique de promotion de l'agroécologie paysanne, indigène et afro-colombienne. Tous les produits vendus proviennent de l'agriculture locale, familiale et biologique et respectent les principes de souveraineté alimentaire, de commerce équitable et de travail décent.

La campagne a tout de suite pris de l'ampleur ! En décembre 2017 on décomptait déjà 57 marchés mis en place dans différents départements en Colombie, plus de 1700 producteurs soutenus, dont plus de 40 % de femmes. Mais ses objectifs ne s'arrêtent pas là. Producteurs/trices et consommateurs/trices sont mis-es en

contact, notamment lors de concerts ou autres moments culturels et festifs. Une dimension politique est également présente, l'objectif étant de donner à cette campagne une dimension nationale, et par là même, de redonner à l'agriculture familiale la place qu'elle mérite.

Les poules « heureuses » des productrices de Ubaque

Les organisations membres du RENAF prenant part à la campagne soutiennent également directement les producteurs/trices en promouvant l'économie sociale

et solidaire, c'est-à-dire une économie qui se présente comme une alternative à l'économie capitaliste dominante et dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de toute une communauté, et non l'enrichissement d'une minorité.

À quelques 60 km de la capitale colombienne, dans la petite municipalité de Ubaque, un beau projet d'économie sociale et solidaire a vu le jour et a changé la vie d'un petit groupe de femmes. Grâce à l'appui de Solsoc et de l'ATI, le collectif de femmes « Semillas, paz y vida » (« Graines, paix et vie ») est né. Il s'agit d'un groupe d'une dizaine de femmes qui, durant 2 ans, a suivi des ateliers de renforcement de capacités pour ensuite lancer leur propre projet productif. Lors des



premières rencontres, les représentantes de l'ATI ont particulièrement mis l'accent sur la revalorisation du rôle des femmes, souvent discriminées et marginalisées dans la société colombienne. À défaut de soutien de leur municipalité, les productrices de Ubaque ont développé leur propre projet économique : l'élevage de poules « heureuses », comme elles les nomment (des poules qui grandissent dans un environnement naturel où elles bénéficient de beaucoup d'espace), et la vente de leurs œufs.

« Nous nous sommes petit à petit rendu compte que nous étions discriminées et victimes de violences. Avant, c'est uniquement pour aller à la messe que je pouvais quitter la maison. Aujourd'hui, je me rends régulièrement aux réunions du projet. Des liens d'amitié se sont créés entre les participantes et je sais aujourd'hui que je peux vraiment compter sur elles. Grâce aux ateliers que nous avons suivis, nous avons pris conscience de nos droits et capacités. Nous avons également appris à mieux gérer notre temps entre travail domestique et participation au projet. Et surtout désormais, participer aux frais domestiques nous donne plus de pouvoir de décision à la maison et plus de respect », explique Leonora, membre

du projet. « Nous aimerions transmettre notre expérience et les connaissances que nous avons acquises aux plus jeunes filles du village pour qu'elles puissent elles aussi s'émanciper ».

Pour commercialiser leurs œufs, les productrices ont loué, grâce aux bénéfices des ventes, un petit local à deux pas du centre du village. Il sert à vendre les œufs, mais également des gâteaux fabriqués avec ces derniers. Mis à part ce moyen de commercialisation, le collectif de femmes « Semillas, paz y vida » participe à plusieurs marchés alimentaires, comme celui de Choachi, situé à 10 km. Il s'agit d'un marché de la campagne « Llevo el campo » qui appuie des initiatives locales et une production biologique et artisanale. Grâce à la commercialisation de leurs produits, les femmes de Ubaque bénéficient de meilleures conditions de travail et de rémunération. Quand les bénéfices sont élevés, ils sont versés dans un fonds solidaire qui a déjà pu servir à aider l'une d'entre elles à traiter un problème de santé et à financer les études de la fille d'une autre productrice.

« Llevo el campo » et « Semillas, paz y vida » sont des projets qui rassemblent

plusieurs particularités : ils sont sociaux, solidaires, respectueux de l'environnement et des droits humains. Ils permettent de changer la vie de centaines de familles et des collectivités. Des projets qui peuvent sembler de petite envergure, mais qui se concentrent sur les compétences et savoirs locaux pour revaloriser des personnes et des communautés. C'est en écoutant les femmes de Ubaque et leurs parcours que nous nous rendons compte que la volonté humaine et le travail en équipe peuvent faire... des miracles !

Solsoc est une organisation non gouvernementale (ONG) de coopération au développement. Avec des organisations du Sud, elle combat l'exclusion et les inégalités en Bolivie, au Burkina Faso, au Burundi, en Colombie, au Maroc, en Palestine, au Sénégal et en République Démocratique du Congo, ainsi qu'en Belgique. Leur objectif commun est de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique.

**PLUS D'INFOS : WWW.SOLSOC.BE
Faire un don : CCP 000-0000054-54**



« OBSOLÈTE » qu'attendons-nous pour agir ?

Marie-Anaïs Simon, chargée de communication FPS

Un mercredi soir au théâtre Varia, le collectif Rien de Spécial' joue sa pièce *Obsolète*. En montant sur scène, Alice, Marie et Hervé, les acteurs/trices nous font partager leurs angoisses, leurs contradictions et leurs questionnements.

Est-ce qu'on peut prôner une nourriture saine et jouer dans une pub pour du fromage industriel ? Est-ce incompatible

de vouloir protéger la nature et de rouler en voiture à Bruxelles ? Être anticapitaliste et faire ses courses dans les grandes surfaces, c'est totalement incohérent ? Et puis, surtout, comment vivrons-nous en 2070 si nous continuons à ce rythme ?

Après le spectacle, je m'assieds quelques instants avec Hervé, l'un des créateurs/trices et acteurs/trices de la pièce, pour discuter des enjeux qui sous-tendent le spectacle. Il m'explique : « par rapport à l'écologie, le truc c'est que les changements ne se voient pas. Mais à chaque changement, c'est comme une tasse qui se rapproche du bord de la table, et à un moment elle tombe. En fait, entre le moment où elle était sur la table et le moment où elle tombe, il n'y a qu'un instant. Le moment où le Gulf Stream va s'inverser et où tout va partir en sucette, ce sera pareil. Quand on s'en rendra compte, il sera trop tard ». En se plongeant dans les recherches pour préparer leur création, l'angoisse les a submergé-e-s... En fait, dès que l'on s'intéresse de près aux projections concernant l'avenir, tout devient très vite anxieux.

Et si le futur des années 2070 n'avait rien à voir avec le monde ultra technologique que la science-fiction nous montre souvent ? Et si, à la place des voitures volantes, des technologies ultras connectées et de l'intelligence artificielle, il n'y avait plus rien ? Plus d'électricité, plus de pétrole, plus d'animaux ou de plantes, juste quelques humains qui tentent de survivre ? La pièce prend le risque de nous jeter, nous, individus contemporains, dans le futur que la plupart des climatologues nous prédisent pour 2070. Un monde dépourvu de tout confort, où même survivre est un combat de tous les jours. Un monde tellement insupportable que même les acteurs décident de le quitter pour revenir en 2018. Pour nous éviter ces angoisses, nous, les humains, nous imitons les autruches qui enfouissent leur tête dans le sable. Parce qu'après tout, rien ne dit que ce futur arrivera. La technologie finira bien par trouver une solution. N'est-ce pas ? Cette stratégie d'évitement crée chez nous d'incroyables paradoxes dont le ressort comique est savoureusement exploité par la pièce. Malgré ce sombre portrait, on garde le sourire du début à la fin du spectacle, grâce aux traits d'humour, de cynisme et

d'autodérision. Bien sûr qu'on ne peut pas être 100 % cohérent-e, à moins de partir vivre dans la Creuse en communauté et en autonomie... et encore ! On doit se défaire de cette culpabilité qui nous paralyse. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est voir ce que nous pouvons faire, à notre échelle, et se mettre en action.

« On n'a pas la solution ! La solution, elle est complexe », me confie Hervé. Le spectacle questionne donc : « qu'est-ce qu'il faudrait faire pour changer le monde ? » Il n'apporte pas de réponse toute faite. Dans nos sociétés, il n'y aura peut-être pas de grande révolution à l'instar de mai 68. Par contre, il y a beaucoup d'actions collectives qui font bouger les choses. Les petits groupes de citoyen-ne-s qui se mobilisent ensemble, les ASBL, les initiatives locales... À chacun, à son échelle, de trouver l'engagement qui lui convient. Alors, qu'est-ce qu'on attend pour agir ?

Prochaines représentations :

Du 12 au 14 mars 2018 au Théâtre de l'Ancre à Charleroi dans le cadre du Festival KICKS !

1 Collectif théâtral composé d'Alice Hubbard, Marie Lecomte et Hervé Piron, trois acteurs/trices de la pièce. altermondialisme.com

© Marie Blomme

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

quelles interactions ?

Fanny Colard, chargée d'études FPS

En matière de santé, de nombreuses idées reçues ont la vie dure. On considère, par exemple, encore trop souvent que le levier principal (si pas l'unique) pour améliorer l'état général de santé d'une population est l'investissement dans des services de soins de santé et leur développement. Mais la santé est définie par un ensemble d'éléments, nommés les déterminants de la santé¹, qui influencent, de manière directe ou non, le bien-être et l'état global, physique et mental de l'ensemble des individus.

Parmi ces déterminants, on retrouve l'environnement naturel et les écosystèmes. Ceux-ci assurent le maintien de la vie sur terre, garantissent la biodiversité et fournissent la base de l'alimentation. Peut-on dès lors envisager que chaque atteinte portée à l'environnement soit sans effet sur notre santé ?

S'il existe, de base, des liens étroits entre environnement et santé (c'est selon l'environnement que se développent certains éléments pathogènes, comme les microbes ou virus, favorisant la transmission de maladies), nous nous attarderons ici sur l'impact qu'ont les dégradations environnementales sur la santé globale de la population. La pollution, tant de l'eau, de l'air que du sol, a des influences directes et/ou indirectes sur les individus. L'augmentation de diverses maladies est de plus en plus questionnée sous l'angle de l'impact environnemental : cancers, maladies respiratoires (comme l'asthme par exemple, touchant une population de plus en plus jeune), dérèglements hormonaux, troubles de la fertilité, maladies neurologiques,

etc. L'implication de pesticides dans ces pathologies est particulièrement mise en cause, mais elle s'inscrit dans une analyse plus globale de ce que l'on nomme les perturbateurs endocriniens. L'OMS² regroupe sous cette appellation toute substance pouvant venir perturber le système endocrinien, régulant la sécrétion d'hormones essentielles pour maintenir une bonne santé (métabolisme, croissance, sommeil, humeur, développement, etc.). Certains perturbateurs endocriniens sont d'origine naturelle, mais de nombreux autres sont synthétiques et présents notamment dans les pesticides, les appareils électroniques ou encore certains produits cosmétiques et d'hygiène. L'influence des pollutions peut également se ressentir par le biais de la chaîne alimentaire³. La qualité des produits issus de l'agriculture dépend directement de la qualité des sols, mais aussi de l'eau utilisée dans le processus de production. Il en va de même pour les aliments produits par l'élevage. La présence de substances chimiques nocives pour

l'environnement (engrais, pesticides, hormones, traitements antibiotiques pour les animaux, etc.) a également des conséquences à long terme sur la santé.

De nombreuses autres pistes doivent encore être explorées, car la liste des facteurs de risques potentiels, dont les effets sur la santé ne sont pas encore connus, est encore longue : rayonnements électromagnétiques, résidus médicamenteux dans l'eau... L'incertitude scientifique se fait de plus en plus grande dès lors que les études ne s'accordent pas entre elles. Ces recherches s'avèrent néanmoins bien nécessaires, car, selon certaines estimations de l'OMS, 25 à 33 % des maladies dans le monde seraient dues, en partie ou totalement, à des facteurs environnementaux⁴.

1 Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, La santé et ses déterminants : mieux comprendre pour mieux agir, 2012

2 Organisation mondiale de la Santé, Communiqué de presse, 19 février 2013.

3 Santé et environnement : les efforts de la pollution environnementale sur notre santé, en ligne sur www.66millionsdimpatients.org.

4 Qu'est-ce que la santé et quelles sont ses interactions avec l'environnement ?, en ligne sur : <http://les.cahiers-developpement-durable.be/vivre/10-sante-et-environnement-definitions/>.



Contraception hormonale : *quel impact sur l'environnement ?*

Éloïse Malcourant, chargée de communication à la Fédération des Centres de Planning familial des FPS

Et si ma pilule était nocive pour l'environnement ? Est-il possible de concilier une contraception qui me convienne et mon combat pour la protection de notre planète ? Alors que certain-e-s scientifiques dénoncent l'impact nocif de la contraception hormonale sur l'environnement, il n'est pas toujours facile de trouver de véritables alternatives.

Des poissons qui changent de sexe

Prenons l'exemple des hormones rejetées dans l'environnement via nos urines. Comme il a été avancé sur le site internet de Gaïa presse¹, la majorité des pilules contraceptives sont constituées de deux hormones : l'œstrogène et la progestérone. Dans un cours d'eau, ces œstrogènes synthétiques peuvent être ingérés par n'importe quel organisme aquatique. Une fois ingérés par les animaux, ils sont appelés des xénoœstrogènes. Ces derniers agissent sur les animaux comme des perturbateurs endocriniens. Ils dérèglent l'action des hormones responsables du développement des organes sexuels et de la reproduction. Chez les mammifères, les oiseaux et les poissons, ces perturbateurs peuvent baisser le taux de fertilité, et chez les poissons ils peuvent aller jusqu'à inverser le sexe des mâles. Afin d'éviter cet impact négatif sur l'environnement, un des futurs défi à relever par les stations d'épuration de l'eau sera donc de filtrer ces hormones synthétiques et ainsi les empêcher d'atteindre les cours d'eau. Cette mesure est d'autant plus

importante que cela ne concerne pas uniquement la contraception. Les secteurs industriels et agricoles rejettent également énormément de toxines chimiques qui affectent nos corps et l'environnement.

Les contraceptifs mécaniques, alternatives aux contraceptifs hormonaux ?

Les contraceptifs hormonaux sont nombreux : la pilule, le patch, le stérilet hormonal, l'implant, l'anneau vaginal, la piqûre. Il est cependant possible d'éviter les hormones. Il existe en effet la contraception dite mécanique. Celle-ci consiste à faire obstacle au passage des spermatozoïdes, autrement dit à empêcher les spermatozoïdes d'atteindre un ovule fécondable. Petit tour d'horizon de ces moyens de contraception ne contenant pas d'hormones².

LE PRÉSERVATIF (MASCULIN OU FÉMININ).

D'accord, ce n'est pas le moins polluant, mais son impact est moindre. En plus,

il existe aujourd'hui des préservatifs en latex naturel et sans paraben si on veut être 100% écologique. C'est également le seul moyen de se protéger contre les Infections Sexuellement Transmissibles (IST). Cependant, il peut se déchirer, être mal placé ou s'enlever durant le rapport sexuel. C'est pourquoi, comme moyen de contraception, il est moins efficace contre une grossesse que les autres contraceptifs. Pour une sexualité en toute confiance, il est donc préférable d'utiliser un préservatif et un autre moyen de contraception en complément.

LE STÉRILET EN CUIVRE.

Contrairement au stérilet hormonal, le stérilet en cuivre ne contient pas d'hormones. Il s'agit d'un dispositif intra-utérin en forme de « T » de trois centimètres. Pour porter un stérilet, pas besoin d'avoir déjà eu un enfant et aucune condition d'âge n'est requise. Il est placé dans l'utérus par un-e médecin au cours de l'examen gynécologique pour un maximum de 5 ans. Il peut être enlevé à tout moment en cas d'intolérance, d'envie de changer de moyen contraceptif ou de désir de grossesse. Le stérilet en cuivre



peut parfois provoquer l'augmentation du volume et la durée des règles. Il est efficace dès sa pose. Placé après un rapport « à risque », il peut agir comme une contraception d'urgence.

La pilule naturelle à l'étude, autre alternative à la contraception hormonale

En juin 2017, la presse avançait que des chercheurs américains de l'Université de Berkeley travaillaient à l'élaboration d'une pilule naturelle basée sur l'association de deux actifs végétaux. Combinés, la pristimerine (présente dans une espèce rare de vigne chinoise) et le lupéol (se trouvant notamment dans la mangue, l'olive, l'aloë vera ou encore la racine de pissenlit), empêcheraient la fécondation en bloquant le processus chimique qui entraîne les spermatozoïdes vers l'ovule. Cette pilule naturelle devra être prise avant le rapport sexuel par l'un des deux partenaires ou uniquement par la femme si elle est prise après l'acte, et ce dans un délai de six heures. Ce moyen de contraception implique donc les deux partenaires dans la contraception vu qu'il s'adresse aux femmes et aux hommes. Ce dispositif est à soutenir car la contraception n'est pas qu'une affaire de femmes. Elle concerne les deux partenaires³.

La contraception par stérilisation dite « définitive »

Outre les contraceptifs hormonaux et les mécaniques, il existe les méthodes de contraception féminine et masculine dite définitives.

LA LIGATURE OU L'OBSTRUCTION DES TROMPES.

L'objectif de ces méthodes de stérilisation féminine est d'empêcher l'ovule de passer de l'ovaire à la trompe de Fallope, où il peut être fécondé par un spermatozoïde. Ces opérations sont pratiquées par un-e gynécologue, en milieu hospitalier. Seules les personnes majeures peuvent avoir recours à cette opération. Il existe aussi deux autres méthodes de stérilisation

féminine mais elles sont moins courantes : l'hystérectomie, consistant en l'ablation de l'utérus, et la salpingectomie, consistant en l'ablation des trompes de Fallope.

LA VASECTOMIE.

Les spermatozoïdes sont produits dans les testicules et rejoignent l'urètre (le conduit qui évacue le sperme et l'urine) par des canaux déférents. Considérée comme une contraception définitive, la vasectomie vise à sectionner ou à boucher les canaux déférents. L'homme peut toujours éjaculer, le sperme contient toujours autant de liquide séminal mais ne contient plus de spermatozoïdes. Cette opération est réalisée par un(e) urologue, en milieu hospitalier et bien souvent sous anesthésie locale. Seules les personnes majeures peuvent avoir recours à cette opération.

A l'heure actuelle, il n'est pas encore évident de trouver une alternative aux contraceptifs hormonaux qui nous convienne à 100%. Entre culpabilité environnementale et besoins contraceptifs, les femmes sont encore trop souvent tiraillées. Il est donc primordial de booster la recherche, de développer efficacement des solutions comme la pilule naturelle et d'optimiser la filtration des eaux usées pour que l'on puisse se protéger tout en protégeant notre planète !

¹ « Pilule contraceptive, quel impact sur les poissons ? », gaiapresse.ca, 12 avril 2017, <http://www.gaiapresse.ca/2017/04/pilule-contraceptive-quel-impact-sur-les-poissons/> (consulté le 18 janvier 2018).

² Nous ne parlerons pas ici du diaphragme et de la cape cervicale, autres moyens de contraceptions mécaniques moins répandus et moins fiables qui doivent s'accompagner de l'utilisation d'un gel spermicide.

Connaitre les différents moyens de contraception, c'est être libre de choisir celui qui vous convient le mieux. C'est aussi être capable de décider si – et quand – vous voulez devenir parent. En discuter avec votre médecin, votre gynécologue ou vous rendre dans un Centre de Planning familial vous aidera à trouver le contraceptif qui vous correspond. Pour des informations sur la contraception, consultez la brochure « La contraception : Les moyens pour une sexualité en toute confiance » éditée par Solidaris et la Fédération des Centres de Planning familial des Femmes Prévoyantes Socialistes (www.planningsfps.be).



De la chasse aux sorcières...

Marie-Anaïs Simon, chargée de communication FPS

Au XVI^e et XVII^e siècles, pas besoin de s'habiller en noir, de porter un chapeau pointu ou même de s'adonner réellement à la magie pour être une sorcière... et finir sur un bûcher. Partons sur les traces de cette chasse aux sorcières qui s'attaqua à la fois aux femmes, à leur pouvoir et à la nature. Nature que ces sorcières protégeaient et dont elles tiraient leur puissance.



... à la sorcellerie 2.0

Après avoir passé quelques siècles dans l'oubli et l'anonymat, les sorcières renaissent de leurs cendres. Elles réapparaissent dans les années 1970 comme un symbole féministe, représentant le savoir, la rébellion et l'opposition au patriarcat. Aujourd'hui, elles jettent des sorts à Donald Trump, organisent des rituels pour bloquer l'instauration de centrales nucléaires, manifestent contre la « loi travail » en France et s'échangent leurs potions sur les réseaux sociaux. Impossible de nier qu'elles sont bel et bien de retour !

Des femmes puissantes

Les sorcières dont on parle le plus en Occident sont celles qui furent persécutées au temps de l'Inquisition. Ces femmes étaient puissantes, détentrices de savoir ou simplement plus autonomes que les autres. Elles faisaient peur parce qu'elles menaçaient l'ordre établi et la distribution du pouvoir. Elles dérangeaient parce qu'elles « refusaient de se conformer aux attentes d'une société patriarcale, blanche, impérialiste et chrétienne ». Elles furent, comme l'explique Émilie Hache en introduction du recueil écoféministe Reclaim, « brûlées vives pour avoir refusé de plier devant l'éradication de leur monde par celui qui était en train de naître et sa logique de prédation ». On avait alors trouvé le bouc émissaire parfait ! Une mauvaise récolte, une épidémie, la mort d'un enfant ou l'impuissance sexuelle d'un homme ne pouvait être que l'œuvre de leurs maléfices. Pour la peine, torture jusqu'à l'obtention des aveux désirés et mise à mort sur le bûcher ! Pas de demi-mesure ! Peu importait réellement la justice du procès, tant que l'on pouvait se débarrasser des vagabondes, des veuves, des célibataires, des anciennes... et surtout des guérisseuses. Car ce sont bien ces herboristes, sages-

femmes et soigneuses, qui étaient visées en première ligne par les chasses aux sorcières. Ces femmes possédaient un savoir-faire ancestral, elles maîtrisaient, entre autres, l'utilisation des plantes médicinales, les embaumements, détenaient les connaissances sur les fonctions reproductrices des femmes et les techniques de l'accouchement. Elles étaient généralement les guérisseuses du village, « les seules médecins généralistes d'une population qui n'avait ni docteurs ni hôpitaux et qui souffrait amèrement de la pauvreté et de la maladie »¹.

La confiscation des savoirs

Avec l'arrivée de la médecine « moderne » (et de son aspect lucratif), ces pratiques furent dévalorisées puis stigmatisées jusqu'à devenir un motif d'exécution. Cette persécution priva les guérisseuses de leur puissance, menant à la confiscation de leurs savoirs et compétences par les médecins et les scientifiques... par les hommes en somme². Le visage de la médecine changea alors définitivement, on passa de la compréhension du corps et des plantes aux spectaculaires saignées, lavements et opérations sanglantes. Ainsi,

« la vraie question était celle du contrôle : une médecine masculine pour la classe dominante sous les auspices de l'Église était acceptable, une médecine féminine intégrée à une sous-culture paysanne ne l'était pas »³.

Par la même occasion, les savoirs sur le corps des femmes, la reproduction et la sexualité furent enfouis et oubliés pour quelques siècles. Comme l'expliquait l'historienne féministe Silvia Federici dans son livre, Caliban et la sorcière, « alors qu'au Moyen-Âge les femmes avaient pu employer diverses formes de contraception, et avaient exercé un contrôle incontestable sur le processus d'enfantement, leurs utérus, à partir de ce moment-là, devenaient un territoire public, contrôlé par les hommes et l'État, et la procréation était directement mise au service de l'accumulation capitaliste ». Pour plusieurs historiennes, la chasse aux sorcières permit ainsi l'essor d'une société centrée sur le profit et l'exploitation de la nature, des femmes et de leur corps.

¹ Matthieu Fourcher, « Avec les féministes adeptes de la sorcellerie » à lire sur www.vice.com

² Barbara Ehrenreich et Deirdre English, « Sorcières, sages-femmes et infirmières. Une histoire des femmes soignantes », Collection Sorcières

³ Les femmes n'accédèrent que très tardivement aux métiers reconnus de la médecine : 1875 en France avec Madeleine Brès et 1849 aux USA avec Madeleine Blackwell

⁴ Ibidem

Les sorcières ont envahi la culture populaire : les clips musicaux, les séries TV, les films et les jeux vidéo. Elles se réapproprient également la plateforme de blogging Tumblr et l'application Instagram sous le hashtag #Witchesofinstagram. La sorcière 2.0 se nourrit de ces représentations nouvelles, riches et positives qui déconstruisent l'archétype de la vieille méchante sorcière.

De l'empouvoirement et de l'inclusivité

Le regain d'intérêt pour la magie s'explique notamment par une volonté d'empouvoirement féministe et queer⁴. Comme son histoire occidentale le traduit bien, la sorcellerie est liée à la marginalité, la liberté et la communauté : « c'est la récupération d'un pouvoir qu'on ne te donne pas » explique l'ostéopathe acupuncteur et sorcière Jah Egregius dans le magazine

VICE⁵. La sorcière (« witch », de genre neutre en anglais) est d'ailleurs l'un des symboles forts de la révolution queer. Aujourd'hui, certaines sorcières se sont réapproprié les traditions païennes, la wicca⁶ et la sorcellerie d'autrefois pour la remettre au goût du jour et surtout en proposer une vision féministe et inclusive. Elles s'éloignent ainsi petit à petit des dérives transphobes, sexistes, homophobes et sectaires qui pouvaient entacher la sorcellerie ancestrale et la religion wiccane. On passe également d'une figure exclusivement féminine à un emblème déconstruit et diversifié qui s'oppose à un système où les normes de genre et sexuelles sont oppressives.

Chacun-e sa recette !

Dans cette pratique, il n'y a pas de texte sacré à respecter, pas de chef-fe spirituel-le, pas de hiérarchie ! Tout peut être décodé comme des symboles et des métaphores

qui permettent d'entrer en action. Il s'agit, en somme, d'une grille de lecture du monde qui s'inscrit dans des actions symboliques : les rituels. Comme l'expliquait la journaliste et sorcière Jack Parker, « on utilise tout ce qui est à notre portée aujourd'hui, on façonne notre pratique à notre façon — qu'on soit riche, pauvre, en ville, la campagne, valide ou non, religieuse ou non... bref, c'est chacun sa sauce quoi ». Aujourd'hui, la sorcellerie est indéfinissable tant elle prend de formes différentes. Ce n'est ni une religion, ni une spiritualité : c'est avant tout une pratique ! Une pratique qui vise un changement individuel et global, une pratique qui veut chambouler le système dans lequel nous vivons.

¹ Sur les réseaux sociaux, mot ou ensemble de mots précédés d'un # qui les rend cliquables et permet de retrouver toutes les publications partageant le même (ensemble) de mot(s).

² « Étrange » en anglais, terme réapproprié par la culture.

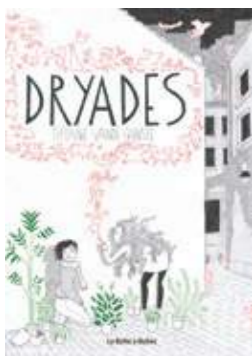
³ LGBT pour s'autodésigner.

⁴ Mathieu Fourcher, op. cit.



Les sorcières de retour à Bruxelles

Anais Félix, chroniqueuse BD



Lorsque nous étions enfants, nous avons appris à craindre les sorcières, ces vieilles femmes isolées aux doigts crochus, pétries de mauvaises intentions. Aujourd'hui, les sorcières reviennent en force dans la culture populaire, mais d'une façon beaucoup plus juste par rapport à leur identité historique, à savoir en tant que femmes savantes, farouchement libres et modernes. Ouvrez l'œil, tendez vos oreilles, et vous reconnaîtrez peut-être ces femmes fortes et magiques dans votre entourage. Elles sont parmi vos mères, vos amies, vos amantes, vos collègues, vos voisines... Elles vivent autour de vous, et en vous. Les dryades¹, tout comme les sorcières, préfèrent traditionnellement habiter en forêt. Mais ayant évolué avec leur temps, certaines habitent désormais en ville. C'est le cas de Yacha et de Rudica, les héroïnes de Dryades, deux jeunes femmes vivant à Bruxelles. De leur rencontre et de leur amitié naît un conte sur la création et la liberté. Sur la création, car lorsqu'elles unissent leurs énergies, Yacha et Rudica embellissent leur quotidien et celui de leur entourage. Elles soignent les plantes et les humains, elles décorent la ville de fresques vivantes, et elles s'épanouissent l'une grâce à l'autre. Sur la liberté, car ces jeunes louves doivent sans cesse veiller à ne pas se faire capturer. Leur énergie vive

et leur farouche indépendance fascinent autant qu'elles effraient, et nombreux sont ceux qui souhaiteraient les domestiquer. L'histoire de Yacha et de Rudica est une histoire qui se savoure lentement et avec gourmandise, blotti-e dans un bon fauteuil avec une tasse de thé fumante à portée de main. Dans cette bande dessinée, la ville de Bruxelles est magnifique, et il faut se donner le temps de scruter les tuiles et les briques pour reconnaître les différents quartiers qui les ont inspirées. Les motifs et les matières sont vivantes et chaleureuses. Les décors regorgent de livres posés çà et là, qui sont autant de vrais bons conseils de lecture. Et les thématiques abordées, parfois énoncées haut et fort et parfois chuchotées doucement, sont autant de pistes féministes à suivre. Avec cette première publication, Tiffanie Vande Ghinste nous emmène dans un univers riche et vibrant, où les pluvieuses rues de Bruxelles se teintent de couleurs et de magie. L'intrigue et les dialogues ont peut-être la simplicité d'un premier récit, mais qu'importe, car la balade chez les Dryades est belle et ensorcelante. Et lorsque vous vous promènerez dans votre quartier une fois l'album refermé, vous ne pourrez pas vous empêcher de chercher du coin de l'œil l'un ou l'autre dessin fait de craie rouge...

Dryades, de Tiffanie Vande Ghinste, paru chez La Boîte à Bulles (mars 2018)

¹ Dryade désigne, dans la mythologie grecque et romaine, une nymphe protectrice des arbres et des bois.

LORSQUE PRÉCARITÉ RIME AVEC PARTAGE

Stéphanie Jassogne – Chargée de communication FPS

En décembre dernier, j'ai rencontré le collectif contre la pauvreté de Tournai. Ce collectif réunit, une fois par mois depuis un an, un groupe de personnes précarisées autour d'un même projet : porter la parole de ces personnes qui vivent des situations de pauvreté.



Céline, animatrice aux FPS de Wallonie-Picarde, nous parle de la genèse de ce groupe à projet : « La plupart des participantes viennent ici par le biais de l'ASBL Lire et Écrire. Dans le cadre de nos animations d'éducation permanente, nous sommes là pour porter la parole de ces personnes qui vivent des situations de pauvreté et parfois de grande précarité, ce sont elles qui font le travail. Dans le cadre de la journée mondiale du refus de la misère, qui a lieu chaque année en octobre, le collectif voulait faire quelque chose avec les personnes concernées, pour que celles-ci s'expriment, et pourquoi pas, d'une façon artistique. On s'est alors inscrit au sein du projet artistique de la ville de Tournai L'art dans la ville. »

LA PAUVRETÉ SOUS LES BOMBES

À l'occasion de l'événement L'art dans la ville, qui a eu lieu le 15 octobre 2017, le collectif contre la pauvreté a organisé une exposition de graffiti sur la thématique de

la pauvreté intitulée La pauvreté sous les bombes. La rencontre entre les personnes précarisées et les graffeurs a donné lieu à un mur d'expression sur lequel les illustrateurs ont mis en peinture les mots et les revendications du groupe.

LES MOTIVÉ-E-S DU PARTAGE !

En cette fin d'année 2017, toutes les personnes participant au projet, se sont réunies au sein de la Maison des associations de Tournai pour se trouver un nom. Un nom à ce groupe d'une vingtaine de personnes, hommes et femmes, adultes, d'origines multiples, toutes habitantes de Tournai, toutes touchées par la pauvreté. Les mots fusent, certains sont retenus, d'autres rejetés. Fina-

lement, après un vote démocratique, un nom émerge : Les motivé-e-s du partage ! Tony, membre actif du groupe, nous a confié sa motivation : « Cela me plaît beaucoup de venir aux réunions tous les mois, ici on a un projet, un objectif. Depuis que je viens, je me sens écouté, j'arrive à mieux m'exprimer et à me faire comprendre. J'ai vécu trois ans dehors et depuis, je ne crois plus à grand-chose. J'ai été considéré comme une loque et ce groupe représente peut-être un nouveau départ pour moi ». L'objectif du collectif pour 2018 ? La création d'un journal et la réédition du mur d'expression en collaboration avec les graffeurs. Rien que ça !

Pour avoir plus d'informations sur le collectif et pour voir les photos des graffitis, rendez-vous sur leur page Facebook.

FAUT-IL UN STIGMATE POUR ÊTRE RECONNU

Anna Safuta – Chargée d'études FPS

À l'occasion de la récente campagne de l'Association Socialiste de la Personne Handicapée (ASPH) « Faut-il un stigmatisme pour être reconnu-e ? », nous avons rencontré Mélanie De Schepper, chargée d'études et de projets au sein de l'association. Mélanie a porté la campagne aux côtés des témoins qui se sont porté-e-s volontaires pour parler de leur handicap invisible. À cette occasion, nous lui avons posé quelques questions, sur la campagne et sur le handicap au sens large.

D'où est venue l'idée d'une telle campagne ?

Les personnes en situation de handicap invisible se heurtent à l'incompréhension de leur entourage et de la société. Ce sont des personnes que tu ne repères pas dans la société, alors qu'elles sont dans des galères pas possibles. Quand on sort du contexte médical, personne ne sait que ces personnes sont en situation de handicap, ce qui crée de l'isolement.

Les handicaps invisibles sont aussi souvent exclus des catégories utilisées par les institutions et les services médicaux pour

« classer » les handicaps. Aux yeux du grand public, des professionnels et des pouvoirs publics, il y a deux grandes catégories de personnes handicapées que sont les personnes en chaises roulantes et les personnes en situation de handicap mental. Ces deux groupes monopolisent l'imaginaire, les subsides, les campagnes destinées au grand public. Toutes les personnes en situation de handicap qui ne se retrouvent pas dans ces deux catégories sont exclues ou doivent en tous cas se battre deux fois plus pour avoir les mêmes droits. Elles sont invisibles.

Pourquoi les femmes sont-elles surreprésentées parmi les témoins dans les capsules vidéos qui ont jalonné la campagne ?

Nous avons publié un appel à témoignages très large, via les réseaux sociaux, via notre site, via les associations de patient-e-s aussi. Les réponses qui nous sont parvenues provenaient principalement de femmes. J'ai l'impression que certains hommes perçoivent le fait d'exprimer un vécu personnel, surtout si celui-ci est difficile, comme le fait de se mettre en position de faiblesse ou de se plaindre. Peut-être que si on avait fait un appel à témoignages anonyme, on aurait eu plus d'équilibre de genre dans les réponses ?

Il y a différentes manières de définir le handicap, qu'elle est celle que privilégie ASPH ?

L'ASPH préconise de dépasser le modèle médical du handicap. Certaines personnes naissent ou se retrouvent au cours de leur vie avec des différences organiques. Le handicap naît de l'interaction entre cette différence et l'environnement. On insiste sur le

terme « en situation de handicap », parce que le handicap n'existe pas en soi. Ce ne sont pas les personnes en situation de handicap qui doivent s'intégrer socialement, mais la société qui doit être inclusive. Pour l'instant on n'y est pas du tout, parce que les politiques du handicap en Belgique ne fonctionnent pas comme ça.

Le modèle médical a encore un poids énorme. Pour rentrer dans une institution ou obtenir des allocations, il faut obtenir un diagnostic bien précis. Cela crée des catégories très fermées, très cloisonnées entre types de handicaps. Certaines personnes – je pense aux personnes cérébro-lésées par exemple – ne se retrouvent dans aucune de ces catégories. C'est le jeu de la patate chaude pour savoir qui va les prendre en charge. Certain-e-s se retrouvent même à l'hôpital pendant des mois, parce qu'il n'y a aucune institution susceptible de les accueillir.

Il y a-t-il des défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes en situation de handicap ? Quels ponts créer entre l'activisme handi et le féminisme en Belgique ?

Dans la hiérarchie sociale, les handicapé-e-s se retrouvent bien souvent plus bas que d'autres catégories de personnes. Ça veut dire aussi que quand on cumule des critères fragilisants, on descend encore plus bas dans l'échelle sociale, jusqu'à devenir totalement inexistant-e. Je pense qu'il y a un seuil au-delà duquel certaines personnes ne sont plus considérées comme des individus qui apportent quelque chose à la société. C'est cette idée qui doit être combattue de concert.

L'AGENDA DES ACTIVITÉS PRÈS DE CHEZ VOUS

FORMATIONS POLITIQUES POUR S'ENGAGER

A BRUXELLES ET EN WALLONIE, JUSQU'EN MAI 2018

Les élections communales auront lieu en octobre 2018. Vous voulez comprendre comment fonctionne votre commune ? Vous souhaitez faire entendre votre voix et vous impliquer en tant que citoyenne, citoyen ? Vous désirez rencontrer d'autres personnes qui, comme vous, ont envie d'en savoir plus ? Cette formation est pour vous !

Tous les lieux et les dates de formations sur notre site : www.femmesprevoyantes.be

GRAND RASSEMBLEMENT POLITIQUE & CITOYEN

NAMUR, SAMEDI 24 MARS 2018

À l'occasion des élections communales de 2018 et dans le cadre programme d'actions des FPS «CommUne Idée», les FPS vous proposent un grand rassemblement politique & citoyen. Au programme de cette journée: conférence gesticulée, ateliers créatifs et dynamiques, espace débat, workshop,... Comment favoriser l'égalité hommes-femmes dans sa commune ? Comment prendre la parole en public ? Quelle stratégie de communication utiliser lors d'une campagne électorale ? Une journée d'échanges pour outiller chacun(e) qui souhaite se mobiliser.

Infos et programme de la journée sur notre site www.femmesprevoyantes.be

GRIBOUILLIS ET BABILLAGES 3ÈME EDITION

LA LOUVIÈRE, DIMANCHE 22 AVRIL 2018 DE 14H À 18H

MAISON DES ASSOCIATIONS, PLACE MANSART 21

Passez un moment hors du temps avec vos jeunes enfants !

Au programme :

Des ateliers spectacles pour bébés et grands enfants

Du grimage et des grands jeux

Un espace-rencontre Parentalité

Profitez durant l'après-midi d'un goûter sain et savoureux, de

conseils, d'informations et d'échanges.

Renseignements et Inscriptions :

071/507 820 ou fps.cs@solidaris.be

EXPO PHOTOS « OSER L'AN VOL »

NAMUR, DU 5 AU 29 MARS 2018

ESPACE WALLONIE (RUE DE BRUXELLES 20)

Quand 12 femmes de 50 ans et plus décident de déconstruire les diktats du jeunisme ! Elles n'hésitent pas à se mettre en scène, se jouer de l'objectif comme des préjugés de la société : et cela donne une galerie de portraits décapants d'émotions ! Parallèlement aux photos, quelques textes raconteront leurs histoires et surtout leur futur.

Photographe : Olivier Gilgean

Infos : 08177 71 82 - fps.provincenamur@solidaris.be

Incitation au théâtre « Love and Money »

Bruxelles, le 3 mai à 20h30 au Théâtre de Poche

Une pièce qui commence par une déclaration d'amour et qui finit en créances douteuses...

Les FPS de Bruxelles vous ont réservé des places au prix de 10 .

Pour y participer, contactez-les au 02/546 14 01

ou fps-fam@fmsb.be

ATELIERS SINGULIERS POUR FEMMES PLURIELLES

SAINT-SERVAIS, EN MARS, AVRIL ET MAI 2018 DE 14H À 17H

(SOLIDARIS, CHAUSSÉE DE WATERLOO 182)

Besoin d'insuffler de nouvelles énergies dans votre vie ? Nous vous proposons 3 ateliers pour construire un avenir positif qui vous correspond et ainsi booster votre vie :

Le 23 mars : En refusant le sentiment de culpabilité

Le 20 avril : En développant une position assertive

Le 18 mai : En gérant le stress qui épuise notre énergie quotidienne

Animatrice : Laurence Bastin, coach certifiée

Prix : 45 pour les 3 ateliers ou 15 par séance

Inscriptions : 081/77 71 82- fps.provincenamur@solidaris.be

Je suis écolo.

Je trie mes déchets, ai un vélo (même si je roule très mal), achète ma lessive en vrac, nettoie au vinaigre blanc et j'ai déjà échangé mon argent contre de la monnaie locale. Je suis écolo: j'aime ma planète et avoir bonne conscience. Alors quand je peux, j'achète dans des

Commerces bio-équitable.

C'est fou ces endroits: On y trouve du déboucheur pour les toilettes à l'écorce de cactus bolivien, des peignes à sourcils en pneu recyclé ou du MIEL VEGAN. En fait, quand je vais là-bas, je retrouve foi en l'avenir et je me dis que tout est possible.



Surtout qu'en général, les commerces équitables, ben... Ils sont équitables en fait.

Le test ultime pour un marketing sexiste, c'est LES PRODUITS D'HYGIÈNE CORPORELLE. Et, pour la majorité des cas, dans ton épicerie bio, tu as des articles NON-GENRÉS...



...Et respectueux de l'environnement, donc de la santé! Exit les agents blanchissants, les chlorés et les herbicides (oui oui) cancérogènes sur nos muqueuses délicates! En plus des tampons toxiques proscrits, sont conseillées tout un tas d'alternatives: cup, culottes menstruelles, serviettes réutilisables et même du savon «spécial tâches de règles»!



Les magasins bio-équitable nous prouvent qu'avec un peu d'ingéniosité et des valeurs humaines, une autre consommation est possible. Même si aujourd'hui, elle manque un peu d'accessibilité.

